

À quels saints se vouer ?

Dossier coordonné

par Josette Trat et Daniel Bensaïd

Les polémiques passionnelles sur la question du voile islamique sont révélatrices d'un trouble plus profond. Les catégories dans lesquelles se pense la politique depuis les grandes révolutions modernes – celles d'espace public, de souveraineté, de représentation, de laïcité – sont malmenées par la brutalité de la mondialisation libérale. Il en résulte une redéfinition des rapports entre sphère publique et sphère privée, entre espaces profanes et espaces religieux. Ces bouleversements du champ politique se traduisent, entre autres, par une remise en cause de la notion même de laïcité et du consensus (relatif) quant à son interprétation. Ainsi, l'opposition d'une « laïcité ouverte » à la laïcité supposée fermée et à un intégrisme républicain (parfois bien réel), chevauche la vague de la contre-réforme libérale et nourrit les tentations de fragmentation communautaire de l'espace public : la laïcité se réduirait ainsi à une cohabitation plus ou moins pacifique des croyances religieuses sur le terrain scolaire. La révision (ou « l'adaptation ») invoquée par Nicolas Sarkozy de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État est à cet égard symptomatique. Ces tentations font écho à la mise en valeur par l'idéologie libérale du motif et du mot de tolérance, dont le regretté Jacques Derrida soulignait contre Habermas « qu'il accompagne ce qu'on appelle facilement et confusément le retour du religieux¹ ». Pour lui, cette tolérance est originellement une vertu chrétienne et plus précisément, dans l'histoire culturelle française, une vertu catholique : « C'est un discours aux racines religieuses, le plus souvent tenu du côté du pouvoir, avec quelque concession condescendante », une sorte « d'hospitalité conditionnelle, circonspecte et prudente, sous surveillance ». Derrida lui opposait l'hospitalité inconditionnelle, qui n'a pas de statut politique ou juridique formalisable, mais constitue la condition du politique et du juridique. Face aux dérives d'une laïcité ouverte, tolérante et communautariste, la défense d'une laïcité originelle, idéologiquement neutre, relève d'une illusion. Pas plus que l'État, la laïcité ne saurait être un espace neutre. Son principe s'est imposé au prix de luttes acharnées, notamment sur le terrain scolaire. Il a été porté, contre l'emprise de l'Église sur l'éducation par une coalition de

forces sociales qui lui donnaient un contenu différent, voire antagonique : la bourgeoisie républicaine, anticléricale et positiviste d'un côté, le projet d'émancipation sociale du mouvement ouvrier de l'autre. Si le sens pratique de la laïcité paraît aujourd'hui aussi incertain, c'est que l'affaiblissement du mouvement socialiste et la conversion de la bourgeoisie à la tolérance libérale, risquent de la réduire à forme sans substance ou à un simple intégrisme étatique disciplinaire. À moins qu'elle ne trouve un nouveau souffle dans un projet de justice sociale articulant particularités sociales et culturelles et « universalité-à-venir », fondée non seulement sur le rejet des inégalités de classe ou héritées du colonialisme, mais également des discriminations de genre. Le risque serait grand, sans cela, de se contenter d'une juxtaposition de différentes sans lien commun. Une nouvelle laïcité inscrite dans une perspective d'émancipation ne pourra prendre corps qu'au prix de cette réflexion complexe.

Le présent numéro de *ContreTemps* ne prétend pas conclure un débat qui ne fait que commencer. Il devrait en revanche le nourrir d'un matériau conceptuel et historique permettant une prise de distance par rapport aux tumultes polémiques immédiats. Nous y revenons dans une première partie sur des éléments d'histoire de la laïcité et sur la question de la pluralité dans l'espace public. Une deuxième partie aborde, du point de vue notamment de la tradition marxiste et du féminisme critique, la question des rapports entre cet espace et l'espace religieux ou communautaire. La troisième partie est consacrée à plusieurs contributions sur la pluralité et la complexité de courants trop souvent rangés indistinctement sous la catégorie fourre-tout d'islamisme.

La rubrique « Lu d'ailleurs » rend compte du récent livre d'Elias Sanbar, *Figures du Palestinien*, ainsi que de la réédition d'un livre d'Ernst Bloch, *Traces*. Elle présente également une contribution de l'universitaire d'origine indienne Vaisant Kaiwar sur les « subaltern studies ». Enfin, la rubrique « Controverses » présente deux contributions de tonalités clairement différentes, du britannique Chris Harman et de Gilbert Achcar, sur le rapport entre politique et religion dans les luttes actuelles.

J. T. et D. B.

¹ Voir Jacques Derrida et Jürgen Habermas, *Le concept du 11 septembre*, Paris, Galilée, 2004, pages 185 à 188 et 226 à 231.

Espace public, laïcités et différences

